

Acte rendu exécutoire après :

- transmission en Préfecture le : 11 OCT. 2022
- publication le : 11 OCT. 2022

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	CCI COLMAR Début : 16h00 / Fin : 17h30
Convocations individuelles, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	06 septembre 2022
Convocation et ordre du jour affichés à la porte du siège du SMO le	06 septembre 2022
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	4	Bertrand BURGER – Franck FAVRE – Lucien MULLER – Gérard HUG
Présents en visio-conférence	4	Myriam PARIS – Claude BRENDER – Nicolas BRUTIN – Jean-Laurent KISTLER
Procurations	4	Bertrand BURGER, procuration de Céline KERN-BORNI Lucien MULLER, procuration de Eric STRAUMANN Jean-Laurent KISTLER, procurations de Yann QUIQUANDON et Philippe THENOZ
Absents non représentés	4	Christelle LEHRY – Odile UHLRICH-MALLET – Christian ZIMMERMANN – Lionel ROUILLON

## MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE COMPENSATION ENVIRONNEMENTALE

L'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 précise l'ensemble des mesures Eviter-Réduire-Compenser liées à l'autorisation environnementale à mettre en œuvre sur 50 ans par le Syndicat Mixte pour la gestion du Port Rhénan de Colmar / Neuf-Brisach dans le cadre de l'aménagement de la zone industrialo-portuaire (secteurs 1 à 7).

Le montant de l'ensemble de ces mesures est estimé à 3 696 000 € HT. Elles regroupent des travaux préalables de plantations (boisements, haies, prairies) et de création de zones humides dont l'entretien sera défini par des plans de gestion adaptés à chaque milieu naturel existant et recréé. Un suivi écologique de ces mesures pendant 50 ans sera réalisé en lien avec les services de l'Etat.

Sur la base de l'estimatif actuel du coût des mesures environnementales, une quote-part de l'ordre de 730 000 € sera prise en charge financièrement par la SEMOP du Port Rhénan de Colmar / Neuf-Brisach. Ce montant sera ajusté après consultation des opérateurs.

*Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré,*

**AUTORISE** le Président à engager toutes les démarches nécessaires en la matière notamment la consultation visant à retenir le ou les opérateurs de mise en œuvre des mesures de compensation environnementale.

Adopté à l'unanimité  
Pour extrait conforme

Le Président,  
Gérard HUG

